



CommuniquÃ©: SCIENCES PO Paris CENSURE UNE CONFERENCE SUR L'APARTHEID ISRAELIEN

Description

// SCIENCES PO CENSURE UNE CONFERENCE SUR L'APARTHEID ISRAELIEN //



Pour la troisiÃ¨me annÃ©e consÃ©cutive, l'Intersection, collectif antiraciste et anti-impÃ©rialiste de Sciences Po, organise un Ã©vÃ©nement dans le cadre de l'Israeli Apartheid Week (IAW), une semaine internationale visant Ã dÃ©noncer la situation d'apartheid et de colonisation en IsraÃ«l. Le 20 mars devait se tenir une confÃ©rence sur le thÃ©me « Cesser d'armer le colonialisme », en prÃ©sence de Mme Rania Madi, avocate et juriste palestinienne auprÃ©s des institutions internationales et membre du Badil (Centre de Ressources pour le droit Ã la RÃ©sidence et le droit des RÃ©fugiÃ©-e-s palestinien-ne-s).

Cette confÃ©rence s'avÃ©re nÃ©cessaire et urgente dans le contexte actuel. En effet, la semaine derniÃ¨re, un rapport du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a mis en cause l'armÃ©e israÃ©lienne pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanitÃ© dans la rÃ©pression sanglante de la « marche du retour », ayant fait 200 mort-e-s et des milliers de blessÃ©-e-s. L'Etat raciste d'IsraÃ«l, soutenu par les puissances occidentales au premier rang desquelles les Etats-Unis, a de plus adoptÃ© en juillet dernier la loi sur l'Etat-Nation Juif, faisant des Arabes en IsraÃ«l des sous-citoyen-ne-s et crÃ©ant de facto un Ã©tat d'apartheid comparable Ã celui existant

en Afrique du Sud avant 1994.

Après avoir reçu l'aval de Sciences Po pour l'organisation de l'événement, les organisateurs-rices ont reçu lundi un mail de l'administration annonçant l'annulation de l'événement par Sciences Po. Interpellée en Conseil de l'Institut (instance dirigeante) par les représentant-e-s étudiant-e-s, la direction a défendu sa décision. Nous avons ensuite reçu-e-s par plusieurs membres de la direction, accompagnés-e-s de représentant-e-s de l'UNEF et de Solidaires étudiant-e-s. L'administration s'est contredite de nombreuses reprises, entre les différents responsables, et a maladroitement avancé plusieurs raisons, à savoir une récupération de l'événement par la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), le risque de rapages antisémites lors de l'événement et l'impossibilité d'en assurer la sécurité.

Le procès en proximité avec le BDS est fallacieux : d'une part, l'Intersection, association membre de Sciences Po, organise elle-même son événement dans le cadre de l'IAW. D'autre part, dans une école qui se réclame du combat de la liberté d'expression, la proximité avec une campagne internationale comme le BDS ne peut justifier une interdiction. L'injonction au combat contradictoire nous paraît aussi bien hypocrite, tant Sciences Po a l'habitude d'accueillir des événements à l'orientation politique claire : qu'il s'agisse d'Alain Finkielkraut, de Florian Philippot ou de membres du gouvernement, on excuse bien des invitations, sans la moindre contradiction. L'école accueille régulièrement une parole réactionnaire, et applique de fait un double-standard pour les organisations antiracistes. L'instrumentalisation d'un risque de propos antisémites est également problématique. En effet, l'Intersection, association antiraciste, se montre intraitable sur la question de l'antisémitisme, il est grave de la part de l'administration de prôner que notre association et notre invitation laissent place à de tels propos, à l'encontre de notre ligne politique. Lors de l'arrivée du Front National ou de Sens Commun à Sciences Po, cette même direction avait insisté sur l'impossibilité d'annuler a priori un événement alors que ces deux groupes sont connus et ont été condamnés pour des actes et propos racistes, sexistes et homophobes. Double-standard, encore.

Enfin, l'argument sécuritaire, arbitraire s'il en est, nous fait bien sourire, car l'école s'est montrée de nombreuses reprises capable de mobiliser ses agents de sécurité quand il s'agit de dictateurs étrangers, malgré les menaces. Si des pressions ont été reçues par Sciences Po, le refus de mobiliser les moyens nécessaires à assurer le bon déroulement de l'événement montre un double-standard concernant quel événement doit pouvoir se tenir ou non. En faisant le choix de céder à ces pressions, l'école fait un choix politique, celui de refuser l'expression des voix palestiniennes contre ceux qui veulent les faire taire.

L'annulation d'une conférence dénonçant l'apartheid en Israël envers le peuple palestinien, pourtant organisée en respect des règles de l'école, le bien la volonté de faire taire ceux qui dénoncent la politique coloniale israélienne. Cette interdiction est un acte de censure idéologique et politique. Prétendant adopter une posture de neutralité, Sciences Po silencieuse et invisibilise les crimes que cette conférence voulait dénoncer. Sa duplicité s'est d'ailleurs également illustrée par la forte pression subie il y a quelques jours par des étudiants-e-s du campus de Dijon qui s'opposaient à la venue de l'ambassadrice d'Israël dans le cadre d'une conférence (sans combat contradictoire!).

Câ??est pourquoi nous vous invitons mercredi 20 mars Ã 19h au 96 Boulevard Raspail, dans les locaux des Ã©tudiant-e-s de lâ??EHESS, puisque Sciences Po refuse dâ??accepter en ses murs une dÃ©nonciation du colonialisme et un appel pour la libertÃ© du peuple palestinien.

Lâ??Intersection

Soutiens : [Solidaires Etudiant-e-s Sciences Po](#), [Unef Sciences Po](#), Liste Syndicale des Doctorant-e-s, [GarÃ§es Collectif FÃ©ministe](#)

date crÃ©Ã©e
2019/03/19